

Initiatives parlementaires

pe sur l'établissement d'un comité spécial, parce qu'on ne peut décider si un comité spécial sur les essais nucléaires devrait avoir le mandat de négocier. Toutefois, c'est encore là le meilleur mécanisme multilatéral qui nous permettrait de progresser dans la voie d'une interdiction globale des essais nucléaires.

La Conférence sur le désarmement est le meilleur mécanisme qui soit pour se pencher à long terme sur les essais nucléaires. Même si les discussions sont dans l'impasse à la Conférence sur le désarmement, le Canada s'emploiera à dénouer cette situation, peut-être en modifiant la proposition de compromis offerte par le bloc de l'Est et présentée par l'ancien représentant de la Tchécoslovaquie à la Conférence, l'ambassadeur Vejvoda.

De toute façon, nous sommes satisfaits des progrès techniques déjà réalisés par le groupe d'experts scientifiques de la Conférence en matière de vérification sismique auxquels le Canada a contribué.

Ce qui ne veut pas dire que le Canada ne jouera pas un rôle constructif dans la prochaine conférence sur la modification du traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires. Nous nous sommes opposés à une telle conférence, pour les motifs que j'ai invoqués ici aujourd'hui et que nous avons expliqués aux superpuissances dans le cadre de diverses tribunes multilatérales. Toutefois, comme cette conférence aura lieu, le Canada sera présent et fera tous ses efforts pour que l'issue tienne compte des réalités.

Contrairement à ce qu'a laissé entendre le député, le Canada n'appuiera pas une modification du traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires visant à en faire un traité sur l'interdiction complète de toutes les armes nucléaires. Cependant, la tenue d'une conférence visant à modifier le traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, qui servirait de prélude à l'établissement d'un traité sur l'interdiction complète de ces essais et qui ne menacerait pas le traité de non-prolifération, aurait des effets bénéfiques en préparant le terrain pour la Conférence sur le désarmement. C'est là un but réaliste et très valable, que le Canada s'efforcera d'atteindre.

Enfin, nous estimons que si on souhaite des progrès réels dans le domaine de la réduction des armements, le gouvernement devra prendre des mesures vigoureuses et réalistes qui nous permettront d'atteindre nos objectifs.

Notre appui actif et ferme aux négociations sur un régime de «ciels ouverts», qui a fait l'objet de la conférence du même nom à Ottawa, témoigne des efforts énergiques et soutenus que nous déployons pour accomplir de véritables progrès.

• (1430)

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Je me réjouis de ce que le député de Notre-Dame-de-Grâce ait proposé une motion qui nous permet d'ouvrir un débat qui se tient très rarement à la Chambre, non pas seulement sur cette question particulière mais sur la question générale du désarmement nucléaire.

Sa motion s'énonce ainsi:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement, en tant que signataire du traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires (1963), devrait se joindre aux 39 pays signataires qui réclament la tenue d'une conférence de tous les pays signataires en vue de l'adoption d'un traité sur l'interdiction complète des essais de toute arme nucléaire qui remplacerait le traité existant.

Cette initiative a reçu l'appui de 116 pays, soit une bonne majorité des pays membres des Nations Unies. Certaines des grandes puissances ne l'ont malheureusement pas appuyée. Une conférence comme celle qu'on propose vise à amener l'opinion publique du monde entier, ou des deux tiers ou plus du monde qui se trouvent représentés par ces pays, à faire pression sur les grandes puissances qui résistent à l'idée d'un traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

Des centaines de millions de personnes dans le monde entier rêvent du jour où nous en arriverons à la décision raisonnable de mettre fin à l'utilisation des armes nucléaires, à la décision de ne plus jamais les utiliser et donc de ne plus jamais en produire, de ne plus jamais faire de recherche concernant leur production et, décision-clé, de ne plus jamais faire d'essais pour la production de quelque arme nucléaire que ce soit.

Lorsque, soldat, je faisais partie de l'Armée canadienne cantonnée à Barriefield en août 1945 et en voie de réorganisation pour aller servir dans la zone du Pacifique, comme nous le pensions, nous avons entendu parler de la bombe lâchée sur Hiroshima et puis de celle de Nagasaki, et nous avons bien sûr entendu parler ensuite de la paix qui s'en venait de toute façon sans ces bombes. Elles ne visaient pas tant le Japon que l'Union soviétique. Les Japonais ont été la cible, voilà tout.

Pendant les 40 dernières années, nous avons beaucoup entendu parler de ces bombes, presque toujours lorsqu'on brandissait le spectre d'une troisième guerre mondiale. Du côté de l'OTAN, on nous a dit que ces bombes nous protégeraient contre une troisième guerre mondiale.